

Unité départementale des Yvelines
35 rue de Noailles
Bâtiment B1
78000 Versailles

Versailles, le 26/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SIAAP

1 chemin de la Californie
78510 Triel-Sur-Seine

Code AIOT : 0006509722

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/01/2026 dans l'établissement SIAAP implanté 1, chemin de la Californie 78510 Triel-sur-Seine. L'inspection a été annoncée le 16/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a lieu afin de vérifier l'avancement du plan d'action préfectoral élaboré début 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SIAAP
- 1, chemin de la Californie 78510 Triel-sur-Seine
- Code AIOT : 0006509722
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'installation du SIAAP Grésillons est une station d'épuration soumise à autorisation relevant du classement IED au titre des ICPE et à autorisation au titre de la nomenclature IOTA.

L'unité biogaz du site de Grésillons est composée de 3 digesteurs thermophiles et de 2 gazomètres (un seul en fonctionnement). Les consommateurs de biogaz produits sont la torchère, les 3 chaudières et la cogénération.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Action SEG 51.2 Renforcement du stock de pièces de rechange pour les MMR	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54	Demande de justificatif à l'exploitant	3 et 6 mois
11	Action SEG 57.1 Intégration dans la gestion des incidents, d'une étape d'analyse de risques permettant de questionner les choix de gestion et de les réajuster le cas échéant	Code de l'environnement, article R.512-69	Demande d'action corrective	6 mois
12	Action SEG 58 « Élaboration du BIA (Bilan d'Impact sur l'Activité) et développement de fiches réflexes sur le scénario perte d'utilité électrique	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Action SEG 22 « campagne de contrôle des coffrets et armoires électriques R20, S20 et bâtiment E20 »	Arrêté Préfectoral du 15/06/2010, article 7.3.5	Sans objet
2	Action SEG 63 « déploiement de la détection incendie au sein de locaux pré-identifiés : A10 et A20 prétraitement et G20 : atelier, magasin et serveurs »	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 55	Sans objet
3	Action SEG 60 « identification secteurs de feu de l'usine et réalisation marquage au sol/mur : M20 »	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Sans objet
4	Action SEG 5 « asservissement du coffret de dépotage à la séquence	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	de rinçage de la fosse de fuite »		
5	Action SEG 50 « formalisation dans une procédure de gestion des modification la réalisation systématique d'une analyse de risques visant à évaluer l'impact environnemental, le risque accidentel et la procédure administrative associée à chaque modification et les responsabilités de l'ensemble des acteurs impliqués dans les différentes phases de mise en œuvre des modifications »	Code de l'environnement, article R.181-46	Sans objet
7	Action SEG 56.2 « identification des mesures compensatoires en cas d'arrêt ou indisponibilité de MMR »	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54	Sans objet
8	Action SEG 38 « élaboration et mise en œuvre d'un plan de contrôle visant à prévenir, en toutes circonstances, les émissions de billes dans l'environnement »	Arrêté Préfectoral du 18/02/2025, article 1er, point 5)	Sans objet
9	Action SEG 40 « amélioration des moyens de détection de fuite de billes »	Arrêté Préfectoral du 18/02/2025, article 1er, point 7)	Sans objet
10	Action SEG 42 « mise en place de barrages au rejet des usines »	Arrêté Préfectoral du 31/03/2025, article 2, point 1)	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a mis en place un certain nombre de mesures permettant de solder la majorité des actions du plan d'action préfectoral. 3 actions restent encore ouvertes :

- SEG 51.2 « renforcement du stock de pièces de rechange pour les MMR »
- SEG 58 « Élaboration du BIA (Bilan d'Impact sur l'Activité) et développement de fiches réflexes sur le scénario perte d'utilité électrique »
- SEG 57.1 « Intégration dans la gestion des incidents, d'une étape d'analyse de risques permettant de questionner les choix de gestion et de les réajuster le cas échéant »

L'inspection invite l'exploitant à poursuivre ce travail de priorisation d'actions pour améliorer la sécurité du site.

Bilan de l'avancement des actions du site SIAAP SEG du plan d'action préfectoral :

Action	Avancement
Action SEG 22 « campagne de contrôle des coffrets et armoires électriques R20, S20 et bâtiment E20 »	Soldée
Action SEG 63 « déploiement de la détection incendie au sein de locaux pré-identifiés : A10 et A20 prétraitement et G20 : atelier, magasin et serveurs »	Soldée

Action SEG 60 « identification secteurs de feu de l'usine et réalisation marquage au sol/mur : M20 »	Soldée
Action SEG 5 « asservissement du coffret de dépotage à la séquence de rinçage de la fosse de fuite »	Soldée
Action SEG 50 « formalisation dans une procédure de gestion des modification la réalisation systématique d'une analyse de risques visant à évaluer l'impact environnemental, le risque accidentel et la procédure administrative associée à chaque modification et les responsabilités de l'ensemble des acteurs impliqués dans les différentes phases de mise en œuvre des modifications »	Soldée
Action SEG 56.2 « identification des mesures compensatoires en cas d'arrêt ou indisponibilité de MMR »	Soldée
Action SEG 38 « élaboration et mise en œuvre d'un plan de contrôle visant à prévenir, en toutes circonstances, les émissions de billes dans l'environnement »	Soldée
Action SEG 40 « amélioration des moyens de détection de fuite de billes »	Soldée
Action SEG 42 « mise en place de barrages au rejet des usines »	Soldée
Action SEG 51.2 Renforcement du stock de pièces de rechange pour les MMR	Non soldée - En retard
Action SEG 57.1 Intégration dans la gestion des incidents, d'une étape d'analyse de risques permettant de questionner les choix de gestion et de les réajuster le cas échéant	Non soldée - En retard
Action SEG 58 « Élaboration du BIA (Bilan d'Impact sur l'Activité) et développement de fiches réflexes sur le scénario perte d'utilité électrique	Non soldée – En retard

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Action SEG 22 « campagne de contrôle des coffrets et armoires électriques R20 »

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/06/2010, article 7.3.5
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : Arrêté préfectoral du 15 juin 2010, article 7.3.5 Installations électriques - mise à la terre Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes européennes et françaises qui lui sont applicables. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle des installations de protection contre la foudre. Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises. <u>Plan d'action préfectoral :</u> Identification de l'action : SEG 22 « campagne de contrôle des coffrets et armoires électriques des zones R20, S20 et bâtiment E20 » Échéance de l'action mentionné dans le plan d'actions : 30/11/2025 Modalités d'évaluation de l'action mentionnée dans le plan d'actions : plan de contrôle et de surveillance, liste des coffrets et armoires électriques BT à contrôler, mode opératoire, rapports d'intervention, analyse du REX et modalité de pérennisation
Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection le 28 octobre 2025 le dossier de contrôle de l'installation électrique du site du SIAAP Grésillons par thermographie infrarouge. La vérification a été réalisée du 21 au 24 juillet 2025 par la société DEKRA. L'inspection constate que le dossier transmis comporte une partie méthodologie et une liste des matériels (armoires et coffrets électriques). L'inspection constate dans le rapport de vérification transmis l'absence de défaut de priorité 1. L'inspection constate la présence de 11 anomalies dont 4 défauts qui ont déjà fait l'objet d'un signalement précédent. L'exploitant a indiqué avoir engagé les démarches pour lever les anomalies identifiées. L'exploitant a également fourni la gamme de GMAO créée pour les contrôles par thermographie. L'exploitant a décidé de réaliser ce contrôle par thermographie annuellement, en 4 sessions afin de contrôler l'ensemble des installations. L'inspection constate que la gamme de GMAO précise bien cette périodicité. L'exploitant indique qu'il s'agit d'un contrôle en complément du contrôle réglementaire annuel de l'ensemble des installation électrique (tous les points de contrôle sont vus annuellement). Conclusion : l'action SEG 22 du plan d'action préfectoral est soldée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Action SEG 63 « déploiement de la détection incendie au sein de locaux pré-identifiés : A10 et A20 prétraitement et G20 : atelier, magasin et serveurs »

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 55
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance et réseau de détecteurs
Prescription contrôlée : Arrêté ministériel du 4 octobre 2010, article 55 Surveillance et réseau de détecteurs. A.- L'exploitant met en place un réseau de détecteurs tel que prévu dans son étude de dangers. Il met en place des détecteurs dans les zones identifiées comme pouvant être à l'origine d'incendie ou d'explosion définies dans l'étude de dangers et pouvant conduire à un ou des phénomènes dangereux identifiés conduisant à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site ainsi que dans les locaux abritant des équipements concourant à la protection des installations (local de la pomperie incendie, local des alimentations de secours ...). Les détecteurs, leur positionnement et leur nombre sont adaptés aux risques identifiés. L'exploitant tient à disposition les justificatifs de conception et dimensionnement du réseau de détecteurs. Il tient à jour, la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité, détermine et met en œuvre les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. L'exploitant respecte les conditions de fonctionnement et d'entretien définies par le fabricant de ces détecteurs. Le déclenchement des détecteurs et les actions correctives ou préventives menées sont tracées. [...] <u>Plan d'action préfectoral :</u> Identification de l'action : SEG 63 « déploiement de la détection incendie au sein de locaux pré-identifiés : A10 et A20 prétraitement et G20 : atelier, magasin et serveurs » Échéance de l'action mentionnée dans le plan d'actions : 31/12/2025 Modalités d'évaluation de l'action mentionnée dans le plan d'actions : Plan du système de sécurité incendie, plans d'implantation des détections incendie, procès-verbal de réception des travaux, rapports des tests de report effectif au SSI
Constats : L'exploitant a indiqué par mail du 8 janvier 2026 que la détection incendie dans les locaux A10, A20 et G20 était opérationnelle et qu'un rapport de réception partielle était disponible. L'inspection a constaté sur place la présence effective d'une détection incendie dans le local TGBT du bâtiment A20 : détection de fumée au plafond et en faux plancher, détection de fumée dans l'armoire SSI présente dans le local TGBT (armoire coupe-feu 2 heures) et détection de fumée par aspiration dans les armoires électriques. L'inspection a pu consulter des plans du système de sécurité incendie, des plans d'implantation des détections incendie notamment ceux du local TGBT du bâtiment A20 et le rapport de réception partielle de la détection incendie du SSI 2 (bâtiments A10, A20 et G20). Les tests de fonctionnement de la détection incendie sont compris dans le rapport de réception partielle. L'inspection constate que les tests réalisés sont indiqués comme satisfaisants. Conclusion : l'action SEG 63 du plan d'action préfectoral est soldée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Action SEG 60 « identification secteurs de feu de l'usine et réalisation marquage au sol/mur : M20 »

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème(s) : Risques accidentels, Localisation des risques
Prescription contrôlée : Arrêté ministériel du 4 octobre 2010, article 48 Localisation des risques. L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent. <u>Plan d'action préfectoral :</u> Identification de l'action : SEG 60 « identification secteurs de feu de l'usine et réalisation marquage au sol/mur : M20 » Échéance de l'action mentionné dans le plan d'actions : Modalités d'évaluation de l'action mentionnée dans le plan d'actions : plans des secteurs de feu, PV réception des travaux, plan d'action mise en conformité si nécessaire
Constats : L'exploitant a transmis par mail du 16 décembre 2025 un plan des secteurs de feu du bâtiment M20 ainsi qu'une photo des marquages réalisés. L'inspection a pu constater sur place la réalisation du marquage dans un local du bâtiment M20. L'exploitant a indiqué que le marquage au sol sert à matérialiser les endroits devant rester libres de tout encombrement pour l'ouverture des portes coupe-feu. L'inspection constate que sur la porte coupe-feu visualisée il n'y a pas d'inscription indiquant la nécessité de maintenir la porte fermée et que cette porte est une issue de secours mais qu'elle est équipée d'une serrure permettant de la fermer à clé. L'exploitant a indiqué que le marquage au sol au droit des portes coupe-feu paraît pertinent et va être étendu à l'ensemble du site. Cependant, le marquage au mur ne paraît pas pertinent et ne sera donc probablement pas étendu. En effet, l'information de la présence d'un mur coupe-feu est importante dans l'élaboration de la stratégie de défense contre l'incendie ou alors en second temps en cas d'intervention et paraît donc plus pertinente sur un plan précis de l'usine et mis à disposition des services de secours et de l'inspection. L'exploitant a indiqué que la standardisation du marquage au sol et du repérage des compartimentages des murs coupe-feu sera réalisée au fur et à mesure mais ne sera pas une priorité. Le chantier en cours concernant le SSI du site jusqu'en 2027 est prioritaire. Conclusion : l'action 60 du plan d'action préfectoral est soldée.

<p>Observations :</p> <p>L'inspection invite l'exploitant à mettre en place un marquage sur les portes coupe-feu afin de s'assurer qu'elles restent fermées (par exemple "porte à maintenir fermée").</p> <p>L'inspection invite l'exploitant à poursuivre le travail effectué sur le marquage au sol et l'identification des compartimentages coupe-feu de l'usine.</p> <p>L'inspection invite l'exploitant à s'assurer que l'ensemble des issues de secours du site ne puissent pas être verrouillées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Action SEG 5 « asservissement du coffret de dépotage à la séquence de rinçage de la fosse de fuite »

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Mesures de maîtrise des risques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté ministériel du 4 octobre 2010, article 54</p> <p>Équipements et procédures concourant à la maîtrise des risques.</p> <p>A. L'exploitant met en œuvre l'ensemble des équipements et procédures mentionnés dans l'étude de dangers qui concourent à la maîtrise des risques.</p> <p>Il assure :</p> <ul style="list-style-type: none"> -le bon fonctionnement, à tout instant, des barrières de sécurité, et notamment l'efficacité des mesures de maîtrise de risques ; -la tenue à jour des procédures ; -le test des procédures incident/ accident ; -la formation des opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le cas échéant du personnel des entreprises extérieures, aux conditions de mise en œuvre et aux procédures associées aux barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. <p>Ces actions sont tracées.</p> <p><u>Plan d'action préfectoral :</u></p> <p>Identification de l'action : SEG 5 « asservissement du coffret de dépotage à la séquence de rinçage de la fosse de fuite »</p> <p>Échéance de l'action mentionné dans le plan d'actions : 30/06/2025</p> <p>Modalités d'évaluation de l'action mentionnée dans le plan d'actions : note d'information à la DRIEAT, fourniture du procès-verbal de test</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis par mail du 2 juillet 2025 les procès-verbaux de réception des systèmes d'asservissements des coffrets de dépotage à la séquence de rinçage de la fosse de fuite mis en place sur les aires de dépotage E23 et F11.</p> <p>L'inspection a également reçu la note d'information réalisée pour ces travaux par courrier daté du 24 mars 2025.</p> <p>Un test de bon fonctionnement de l'asservissement des coffrets de dépotage à la séquence de rinçage de la fosse de fuite a été réalisé le jour de l'inspection sur l'aire de dépotage E23. L'inspection a constaté que l'asservissement a bien fonctionné et que le coffret de dépotage n'était pas disponible en l'absence de rinçage de la fosse de fuite.</p>

Conclusion : l'action SEG 5 du plan d'action préfectoral est soldée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Action SEG 50 « formalisation dans une procédure de gestion des modifications la réalisation systématique d'une analyse de risques visant à évaluer l'impact environnemental, le risque accidentel et la procédure administrative associée à chaque modification et les responsabilités de l'ensemble des acteurs impliqués dans les différentes phases de mise en œuvre des modifications »

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 11/11/1111, article R.181-46

Thème(s) : Situation administrative, Modifications

Prescription contrôlée :

Code de l'environnement, article R.181-46

II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

[...]

Plan d'action préfectoral :

Identification de l'action : SEG 50 « formalisation dans une procédure de gestion des modifications la réalisation systématique d'une analyse de risques visant à évaluer l'impact environnemental, le risque accidentel et la procédure administrative associée à chaque modification et les responsabilités de l'ensemble des acteurs impliqués dans les différentes phases de mise en œuvre des modifications »

Échéance de l'action mentionné dans le plan d'actions : 31/07/2025

Modalités d'évaluation de l'action mentionnée dans le plan d'actions : procédure mise en place

Constats :

L'exploitant a indiqué qu'une procédure a bien été mise en place pour répondre à l'action SEG 50. L'exploitant a indiqué que cette procédure « Organisation et responsabilités pour la gestion des opérations réalisées par une direction tiers » réf : DT-PRO-00002 est bien référencée mais pas utilisée pour le moment car le site SIAAP SEG n'a pas de projet de modification réalisé par une direction tiers en cours.

L'inspection rappelle que l'objectif de l'action ne concernait pas seulement les projets de modification réalisés par une direction tiers mais l'ensemble des projets de modification.

L'exploitant a indiqué avoir une autre procédure interne concernant les projets de modifications.

L'inspection invite l'exploitant à s'assurer que l'ensemble des points de la procédure DT-PRO-00002 sont bien déclinés dans la procédure interne du site SIAAP SEG, notamment en ce qui concerne la réalisation systématique d'une analyse de risques visant à évaluer l'impact environnemental, le risque accidentel et la procédure administrative associée à chaque modification.

Conclusion : l'action SEG 50 du plan d'action préfectoral est soldée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Action SEG 51.2 « renforcement du stock de pièces de rechange pour les MMR »

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54

Thème(s) : Risques accidentels, Mesures de maîtrise des risques

Prescription contrôlée :

Arrêté ministériel du 4 octobre 2010, article 54

Équipements et procédures concourant à la maîtrise des risques.

[...]

B.- L'exploitant définit et met en œuvre les opérations d'entretien et de vérification des barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. Ces opérations respectent les exigences et spécificités définies par le fabricant.

L'exploitant définit par ailleurs les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations en cas de défaillance ou d'anomalie des barrières de sécurité agissant sur des phénomènes dangereux conduisant à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site ainsi que des mesures de maîtrise des risques et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt.

Ces conditions et modalités sont formalisées dans des procédures.

Plan d'action préfectoral :

Identification de l'action : SEG 51.2 « renforcement du stock de pièces de rechange pour les MMR »

Échéance de l'action mentionné dans le plan d'actions : 30/09/2025

Modalités d'évaluation de l'action mentionnée dans le plan d'actions : rapport de synthèse MSI-vitaux, liste des matériels en stock

Constats :

L'exploitant n'a transmis aucun document au jour de l'inspection.

L'exploitant a indiqué avoir identifié l'ensemble des équipements nécessaires au fonctionnement des mesures de maîtrise des risques (MMR) et établit un tableau recensant le nombre minimum et maximum d'équipements nécessaires en magasin de pièces de rechange et le nombre d'équipements en stock.

L'exploitant a indiqué avoir revu les nombres minimum et maximum, en prenant en compte la fréquence de sortie des équipements et le nombre d'équipements sur site. L'exploitant a indiqué utiliser une formule de calcul présente dans la procédure MMR du site.

L'exploitant a indiqué que pour certaines vannes le choix a été fait d'avoir plutôt en stock l'actionneur de la vanne.

L'exploitant a indiqué avoir environ la moitié des équipements de rechange en stock, et environ un quart en attente de devis et le dernier quart en attente de livraison. L'exploitant a indiqué faire face à des retards de livraison importants.

Conclusion :

L'action SEG 51.2 ne peut pas être soldée.

Demande de justificatif (délai : 3 et 6 mois) :

L'exploitant doit s'assurer d'obtenir des devis pour l'ensemble des équipements nécessaires au bon

<p>fonctionnement des MMR dans un délai de 3 mois.</p> <p>L'exploitant doit s'assurer d'avoir les pièces de rechange nécessaires au bon fonctionnement des MMR en stock dans un délai de 6 mois.</p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection son tableau de suivi des pièces de rechange à chaque échéance afin de pouvoir justifier de l'avancement de l'action 51.2.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 et 6 mois

N° 7 : Action SEG 56.2 « identification des mesures compensatoires en cas d'arrêt ou d'indisponibilité de MMR »

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54
Thème(s) : Risques accidentels, Mesures de maîtrise des risques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté ministériel du 4 octobre 2010, article 54</p> <p>Équipements et procédures concourant à la maîtrise des risques.</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant définit par ailleurs les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations en cas de défaillance ou d'anomalie des barrières de sécurité agissant sur des phénomènes dangereux conduisant à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site ainsi que des mesures de maîtrise des risques et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt.</p> <p>Ces conditions et modalités sont formalisées dans des procédures.</p> <p><u>Plan d'action préfectoral :</u></p> <p>Identification de l'action : SEG 56.2 « identification des mesures compensatoires en cas d'arrêt ou indisponibilité de MMR »</p> <p>Échéance de l'action mentionné dans le plan d'actions : 30/09/2025</p> <p>Modalités d'évaluation de l'action mentionnée dans le plan d'actions : fiches descriptives MMR</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis par mail du 17 décembre 2025 la liste des mesures de maîtrise des risques (MMR) du site mise à jour avec les mesures compensatoires en cas d'arrêt ou d'indisponibilité de chaque MMR.</p> <p>L'exploitant a également transmis la liste d'émargement d'une sensibilisation sur les mesures compensatoires en cas d'arrêt ou d'indisponibilité d'une MMR réalisée lors d'un quart d'heure sécurité.</p> <p>L'exploitant a indiqué former l'ensemble du personnel pouvant intervenir sur une MMR : service exploitation, service maintenance et astreinte. L'exploitant a indiqué que lors des sessions de formation il a été demandé un mode opératoire simplifié, qui est en cours de réalisation.</p> <p>L'exploitant a indiqué ne pas avoir prévu de recyclage de cette formation pour le moment mais a prévu de l'intégrer dans le parcours d'accueil des nouveaux arrivants sur le site.</p> <p>L'exploitant a indiqué ne pas avoir prévu d'intégrer les mesures compensatoires en cas d'arrêt ou d'indisponibilité d'une MMR dans le POI. L'exploitant a indiqué prioriser la bonne prise en compte</p>

des mesures compensatoires en cas d'arrêt ou d'indisponibilité d'une MMR pour l'exploitation normale de l'usine, avant de l'intégrer aux situations d'urgence ou incidents.

Conclusion : l'action SEG 56.2 du plan d'action préfectoral est soldée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Action SEG 38 « élaboration et mise en œuvre d'un plan de contrôle visant à prévenir, en toutes circonstances, les émissions de billes dans l'environnement »

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/02/2025, article 1er, point 5)

Thème(s) : Risques chroniques, Émissions de billes dans l'environnement

Prescription contrôlée :

Arrêté préfectoral complémentaire du 18 février 2025, article 1^{er}, point 5) :

5) Mettre à jour, dans un délai de trois mois, l'analyse de risque de défaillance de la station en tenant compte des défaillances des équipements et notamment des crépines du traitement secondaire de biofiltration et autres orifices pouvant laisser s'échapper les billes. Il identifie les défaillances potentielles des équipements, leurs conséquences, les actions préventives à mettre en place, les moyens de surveillance et de suivi pour s'assurer du fonctionnement optimal des équipements. Les gammes de maintenance sont revues et font l'objet d'une saisie dans la GMAO.
[...]

Plan d'action préfectoral :

Identification de l'action : SEG 38 « élaboration et mise en œuvre d'un plan de contrôle visant à prévenir, en toutes circonstances, les émissions de billes dans l'environnement »

Échéance de l'action mentionné dans le plan d'actions : 30/09/2025

Modalités d'évaluation de l'action mentionnée dans le plan d'actions : plan de contrôle et rapport de surveillance

Constats :

L'exploitant a transmis par mail du 30 octobre 2025 le programme de surveillance des biofiltres et les gammes de GMAO créées pour ce programme.

Ce programme préventif comprend la vérification des préconisations de lavage des biofiltres sur la supervision, le contrôle de la hauteur de matériau dans un biofiltre (6 filtres par an), le contrôle de la granulométrie des billes dans les biofiltres, la vérification visuelle d'absence de billes sur les ouvrages de l'usine, le contrôle du zéro des mesures radar de niveau de billes et l'inspection des mesures radar de niveau de billes.

L'inspection a constaté que le nombre de points de surveillance de la vérification visuelle d'absence de billes sur les ouvrages de l'usine a été complété pour prendre en compte certaines recommandations de l'audit Merlin.

L'exploitant a indiqué avoir mis en place un outil numérique pour la réalisation de la vérification visuelle d'absence de billes sur les ouvrages de l'usine : cet outil permet de scanner un QR code aux différents endroits et de renseigner le constat visuel directement sur tablette ou téléphone.

Conclusion : l'action SEG 38 du plan d'action préfectoral est soldée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Action SEG 40 « amélioration des moyens de détection de fuite de billes »

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/02/2025, article 1er, point 7)
Thème(s) : Risques accidentels, Détection fuite de billes
Prescription contrôlée : Arrêté préfectoral complémentaire du 18 février 2025, article 1 ^{er} , point 7) : 7) Mettre en place, sous un délai de six mois, différents moyens permettant de détecter, au plus près des zones des défaillances possibles identifiées et avec report en salle de contrôle, toute anomalie sur les surverses des filtres et des trop-pleins, ainsi que sur les réseaux menant au rejet en Seine. [...] <u>Plan d'action préfectoral :</u> Identification de l'action : SEG 40 « amélioration des moyens de détection de fuite de billes » Échéance de l'action mentionné dans le plan d'actions : 18/08/2025 Modalités d'évaluation de l'action mentionnée dans le plan d'actions : rapport de test (chaîne de détection jusqu'au report en salle de contrôle)
Constats : L'exploitant a indiqué par mail du 30 octobre 2025 que des sondes de type radar ont été installées au niveau des cheminées C23 et du canal de bypass D21. L'exploitant a transmis les procès-verbaux des tests de bon fonctionnement réalisés, une capture d'écran de la supervision lors des essais et les gammes de GMAO pour la maintenance associées aux sondes. Conclusion : l'action SEG 40 du plan d'action préfectoral est soldée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Action SEG 42 « mise en place de barrages au rejet des usines »

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/2025, article 2, point 1)
Thème(s) : Risques chroniques, Barrage au rejet
Prescription contrôlée : Arrêté préfectoral du 31 mars 2025, article 2, point 1) : 1) [...] Les moyens nécessaires pour éviter toute dispersion des billes de polystyrène sur le site et dans son environnement doivent être positionnés aux endroits stratégiques afin d'éviter toute pollution notamment en Seine. Ces moyens sont mis en place et maintenus aussi longtemps que la situation le nécessite. L'exploitant s'assure de l'efficacité des moyens en place pendant toute la durée de leur maintien en place. Il prend en particulier en compte le niveau et le débit de la Seine. [...] <u>Plan d'action préfectoral :</u> Identification de l'action : SEG 42 « mise en place de barrages au rejet des usines » Échéance de l'action mentionné dans le plan d'actions : 30/09/2025 Modalités d'évaluation de l'action mentionnée dans le plan d'actions : PV de fin de travaux avec

fiches techniques, photo de l'équipement, consigne d'exploitation et d'entretien
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis par mail du 16 décembre 2025 des photos du barrage fixe installé au rejet de l'usine. L'exploitant a indiqué que les travaux ont été finalisés le 24 octobre 2025 et qu'une ronde de surveillance est effectuée chaque semaine par les agents d'exploitation. Cette ronde fait l'objet d'une gamme de maintenance.</p> <p>L'inspection a constaté sur site la présence du barrage fixe et de deux caméras (une pour les actes de malveillance et l'autre pour identifier d'éventuelles pertes de billes ou présence de mousse). L'inspection a constaté la présence de billes le jour de l'inspection. L'exploitant a indiqué qu'un pompage serait effectué prochainement, les précédents pompages ont été réalisés sur le site et non au barrage.</p> <p>L'exploitant a indiqué ne pas avoir de procès-verbal de réception des travaux car une passerelle doit encore être installée. Le procès-verbal de fin de travaux sera réalisé une fois la passerelle installée.</p> <p>L'exploitant a indiqué ne pas avoir reçu de consigne d'entretien ou de maintenance de la part du constructeur.</p> <p>Conclusion : l'action SEG 42 du plan d'action préfectoral est soldée.</p> <p>L'inspection invite l'exploitant à se renseigner auprès du constructeur du barrage des éventuelles opérations de maintenance à prévoir dans le temps.</p> <p>Demande de justificatif (délai : 3 mois) L'exploitant transmettra le procès-verbal de fin de travaux sous 3 mois.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Action SEG 571 « Intégration dans la gestion des incidents, d'une étape d'analyse de risques permettant de questionner les choix de gestion et de les réajuster le cas échéant »

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R.512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Accident/incident
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Code de l'environnement, article R.512-69 :</p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p>

La déclaration mentionnée au premier alinéa et le rapport mentionné au deuxième alinéa sont adressés sous forme dématérialisée d'une téléprocédure. Les informations relatives aux installations mentionnés à l'article R. 517-1, ainsi que les informations susceptibles de porter atteinte aux intérêts mentionnés au I de l'article L. 124-4 et au II de l'article L. 124-5, demeurent transmises sous une forme non dématérialisée permettant d'en assurer la confidentialité.

Plan d'action préfectoral :

Identification de l'action : SEG 57.1 « Intégration dans la gestion des incidents, d'une étape d'analyse de risques permettant de questionner les choix de gestion et de les réajuster le cas échéant »

Échéance de l'action mentionné dans le plan d'actions : 31/12/2025

Modalités d'évaluation de l'action mentionnée dans le plan d'actions : Manuel de gestion de crise : intégrant les méthodes d'analyse de risque et de décision, procédure de gestion de crise intégrant : l'analyse de risques et la revue des décisions sortie de crise et retour à la normale

Constats :

L'exploitant a présenté à l'inspection le 11 décembre 2025 la démarche d'analyse de risques en gestion de crise mise en place pour le SIAAP.

Suite à cette présentation des questions ont été posées par l'inspection par mail du 31 décembre 2025 :

1/ Articulation de cette méthode avec les plans d'urgence déjà en place et déployés au sein des établissements

Il a été précisé que cette méthode constituera un outil transversal et commun à l'ensemble des sites du SIAAP qui sera intégré à l'ensemble des plans d'urgence déclinés site par site.

Le plan d'action 2025 SAV SEG prévoyait, dans le cadre de l'action 57, une mise à jour des documents de gestion de crise (procédures, PUI pour le site SEG et POI pour le site SAV) afin d'intégrer dans la gestion des incidents une étape d'analyse des risques permettant de questionner les choix de gestion et les réajuster le cas échéant.

Aussi, il vous est demandé de confirmer que l'objectif est bien de réviser les plans d'urgence précités pour intégrer la méthode de décision opérationnelle présentée et préciser les modalités de révision prévues de ces plans, s'il est notamment prévu de revoir l'ensemble des fiches réflexes ou une partie d'entre eux (en précisant lesquelles dans ce cas) afin d'intégrer de façon opérationnelle cette méthode ou s'il s'agira d'une révision à minima des plans, au regard du contenu existant de ces plans (dont la révision est, d'ailleurs, pour certains, récente (exemple : POI de SAV)) et dans ce cas, préciser les modifications attendues par cette révision dans le cadre de la gestion de crise au regard des actions déjà prévues par les plans d'urgence.

2/ Déclinaison de la méthode

Lors de la présentation, il a été fait référence à plusieurs outils visant à appliquer la méthode (tableau d'emploi des moyens, revue des actions engagées, check-list..)

Il convient de préciser si ces outils seront utilisés et dans ce cas, préciser comment ceux-ci seront déclinés et prescrits dans les plans d'urgence révisés, au regard des outils déjà en place (documents à remplir, logiciel de gestion de crise,...)

3/ Application de la méthode et formation des équipiers de gestion de crise

Selon les éléments présentés, cette méthode vise à être mise en œuvre par le décideur en cellule de crise, soit le DOI.

Il convient de préciser s'il est également prévu qu'elle soit appliquée de façon plus large par tous les équipiers présents en cellule de crise et s'il est prévu en conséquence de mettre à jour les plans d'urgence pour adapter les missions de chaque équipier en intégrant cette méthode.

Une formation est prévue en 2026 à destination des équipiers d'astreinte pour qu'ils s'approprient cette démarche.

Il convient de préciser la nature de la formation projetée et s'il s'agit notamment de former les équipiers de toutes les personnes amenées à occuper un poste en cellule de crise suite à la mise en œuvre des plans d'urgence révisés.

4/ Échéances et prochaines étapes

Il conviendra de préciser à quelles échéances, il est prévu de réviser les plans d'urgence des sites SAV et SEG pour intégrer cette méthode de décision opérationnelle et de tester ces plans d'urgence révisés via des exercices.

L'exploitant n'a pas encore apporté de réponse à l'inspection.

De plus, l'inspection a constaté que les deux dernières étapes de l'action (formation et test en exercice POI) n'ont pas été encore mises en œuvre et qu'aucun des livrables définis dans les modalités d'évaluation n'ont été transmis.

Conclusion : l'action SEG 57.1 ne peut pas être soldée.

Demande d'action corrective (délai : 6 mois) :

L'exploitant doit réaliser les deux dernières étapes de l'action (formation, test en exercice POI) dans un délai de 6 mois et transmettre les livrables correspondants à l'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 12 : Action SEG 58 « Élaboration du BIA (Bilan d'Impact sur l'Activité) et développement de fiches réflexes sur le scénario perte d'utilité électrique »

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56

Thème(s) : Risques accidentels, Perte d'utilités

Prescription contrôlée :

Arrêté ministériel du 4 octobre 2010, article 56 :
Utilités.

L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.

L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.

Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale.

Pour les installations, pour lesquelles le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1er septembre 2022, les travaux identifiés comme nécessaires pour la mise en conformité aux dispositions du présent article sont réalisés avant le 1er janvier 2026.

Plan d'action préfectoral :

Identification de l'action : SEG 58 « Élaboration du BIA (Bilan d'Impact sur l'Activité) et développement de fiches réflexes sur le scénario perte d'utilité électrique »

Échéance de l'action mentionné dans le plan d'actions : 31/12/2025

Modalités d'évaluation de l'action mentionnée dans le plan d'actions : Fiches réflexes pertes utilités électriques, Bilan d'impact sur l'activité (BIA), Recueil des besoins
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué avoir finalisé les entretiens pour établir le bilan d'impact sur l'activité. L'exploitant doit obtenir le tableau final du bilan de l'impact sur l'activité d'ici la fin du mois de janvier 2026.</p> <p>L'inspection a pu consulter ce tableau : il définit l'impact sur l'activité (niveau de 1 à 5 : le niveau 4 représentant un arrêt de l'usine SIAAP SEG, et le niveau 5 un potentiel arrêt général du SIAAP) en fonction de la durée de l'interruption d'activité (allant de 4 heures à plusieurs jours et mois).</p> <p>A la suite de la finalisation de ce tableau, des scénarios seront élaborés avec des mesures compensatoires et des plans d'action à mettre en œuvre.</p> <p>L'exploitant a indiqué avoir une procédure "Perte d'utilité électrique" définissant les actions à mener en cas de perte d'utilité électrique. L'exploitant a indiqué que cette procédure doit être mise à jour afin de prendre en compte un retour d'expérience concernant la mise en sécurité des automates lors d'une perte d'utilité électrique.</p> <p>L'inspection a constaté que les dernières étapes de l'action SEG 58 n'ont pas encore été réalisées et qu'aucun livrable définis dans les modalités d'évaluation n'ont été transmis à l'inspection.</p> <p>Conclusion : l'action SEG 58 ne peut pas être soldée.</p> <p>Demande de justificatif :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection le bilan d'impact sur l'activité ainsi que la procédure "Perte d'utilité électrique" mise à jour dans un délai de 2 mois.</p> <p>L'exploitant réalise les dernières étapes de l'action SEG 58 (élaboration d'une stratégie de continuité d'activité par élaboration de scénario macro, élaboration d'un projet de plan de continuité d'activité) dans un délai de 6 mois et transmet les justificatifs nécessaires à l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois